

La Bible, un traité d'économie ?

... Etienne Perrot s.j., Genève
Economiste, professeur au Centre Sèvres
et à l'Institut catholique (Paris)

Si l'on se contente de lire à la lettre l'Ecriture sainte - les Evangiles en particulier - on risque d'être frappé par les incohérences économiques qui s'en dégagent ou de l'offrir en pâture à des gens n'hésitant pas à lui faire dire une chose puis son contraire au gré de leurs intérêts. Or dernière les paraboles mettant en scène des travailleurs ou des talents, Jésus parle du salut de Dieu. Qui obéit à une toute autre logique...

L'hiver dernier, le directeur d'une grande imprimerie nationale spécialisée dans la fabrication de billets de banques (950 employés) a distribué une prime de fin d'année. Chaque salarié inscrit dans l'entreprise au 31 décembre 2006 a reçu la même somme d'argent, quel que soit son statut, sa responsabilité ou son ancienneté, qu'il soit jeune apprenti arrivé voici quelques jours ou vieil ouvrier de maîtrise. Devant les syndicats sceptiques et les cadres goguenards, il a justifié ce critère inhabituel par l'Evangile de Matthieu, la *parabole des ouvriers de la onzième heure* : « Il me plaît de donner au dernier venu autant qu'aux autres : n'ai-je pas le droit de disposer de mes biens comme il me plaît » (Mt 20,15).

Dans l'esprit de ce directeur, la prime identique pour tous reflétait simplement la valeur identique de chacun aux yeux de Dieu. Il croyait ainsi traduire l'esprit de l'Evangile. En fait, il passait à côté de l'essentiel, la gratuité du don de Dieu qui fait largesse - la vie symbolisée par le même salaire journalier - aussi bien aux Hébreux qui reçurent le premier appel, qu'aux païens qui ne l'ont entendu que plus tard.

De semblables méprises sont courantes, qui croient trouver dans l'Ecriture des arguments définitifs au service d'une option économique. Matthieu 25,27 a pu servir de justification aux épargnants à l'époque où l'Eglise interdisait les prêts

usuraires, puisque le Maître de la *parabole des talents* y reproche au mauvais serviteur de ne pas avoir placé son argent à la banque : « Tu aurais dû placer mon argent chez les banquiers, et à mon retour j'aurais recouvré mon bien avec un intérêt. » Ce qui ne colle pas avec Lc 6,35 : « Vous, prêtez sans attendre de retour », ni avec le psaume 15 : « Qui habitera dans ta maison, Seigneur ? » Réponse du verset cinquième : celui qui ne prête pas son argent avec un intérêt !

Autre pierre d'achoppement économique, la *parabole de l'intendant malhonnête* dont le maître fait l'éloge (Lc 16,8). Un cynique a même pu se cacher derrière un verset du livre de l'Exode pour ne pas secourir son prochain, en oubliant le contexte (un procès). N'est-il pas écrit, en effet, en Ex 23,2c : « Tu ne favoriseras pas le miséreux », au mépris des injonctions répétées concernant l'aumône ?

Cette utilisation frauduleuse de l'Ecriture ne peut fonctionner qu'en ignorant les versets qui prennent le contre-pied de la logique économique : *les oiseaux du ciel* et *les lys des champs* qui ne sèment ni ne moissonnent et semblent

1 • Cf. Etienne Perrot, « L'intérêt monétaire entre religion et morale », in *choisir* n° 537, Carouge 2004, pp. 30-33. Vous pouvez lire cet article sur www.choisir.ch. (n.d.l.r.)

faire l'éloge de l'insouciance économique (Lc 12,24-27), la *parabole du semeur* (Mc 4) qui donne en exemple le gaspillage, sans parler des miracles de *l'eau changée en vin à Cana* (Jn 2) et de *la multiplication des pains* (Jn 6) : ces miracles résonnent comme une provocation aux oreilles des travailleurs qui connaissent par expérience le b.a.-ba de l'économie : il n'existe pas de petits-déjeuners gratuits.

Inspiration

Faire de l'Evangile une autorité économique, voilà l'erreur. Certes, cette erreur succède à bien d'autres de même nature : n'a-t-on pas voulu transformer la Bible en livre d'histoire, puis en manuel de morale, voire en une collection de recettes de cuisine diététique ? Bossuet a même prétendu tirer de l'Écriture sainte une politique au service de l'absolutisme royal de Louis XIV.

Apparemment, chacun trouve dans la Bible l'économie qui lui plaît. Les uns rappellent que la richesse est une bénédiction venant de Dieu : « Abraham était très lourd en troupeaux, argent et or » (Gn 13,2), « Isaac s'enrichit de plus en plus, jusqu'à devenir extrêmement riche » (Gn 26,13), « Yahvé bénit la condition nouvelle de Job, plus encore que l'ancienne. Il posséda quatorze mille brebis, six mille chameaux, mille paires de bœufs et mille ânesses » (Jb 42,12). En revanche, les autres soulignent, à la suite de Marie, la mère de Jésus, que Dieu préfère les pauvres : « Le Puissant renvoie les riches les mains vides » (Lc 1,53) ; ce que confirme la parole de Jésus : « Il sera difficile à un riche d'entrer dans le Royaume des cieux » (Mt 20,23). Juda est scandalisé : « Pourquoi n'a-t-on pas vendu ce parfum trois cents deniers pour le donner aux pauvres ? »

(Jn 12,5) : il ne fait ce faisant que transcrire littéralement l'injonction du Maître en Lc 12,33 : « Vendez vos biens et donnez-les en aumônes. » Mais, en fait, il lui manque l'inspiration.

Comment expliquer toutes ces maladroites récupérations des textes évangéliques au profit de causes économiques contradictoires ? La réponse n'est pas à chercher bien loin : l'Evangile est utilisé, à la manière d'une valeur absolue, comme un argument d'autorité au service d'un objectif légitime, certes, mais discutable et qu'il faudrait relativiser. Liberté, liberté, que de crimes on commet en ton nom ! disait-on au siècle du libéralisme triomphant. Égalité, égalité, que de crimes on commet en ton nom ! disait-on déjà en constatant les actes de terreur des Jacobins sous la Révolution française. Sécurité, pouvoir, pauvreté ou richesse, que de crimes on commet en ton nom !

Ce qui est ici source de violence, c'est la sanctification d'un objectif économique particulier : égalité, sécurité, confort, pauvreté ou richesse. Cet objectif intouchable, supposé voulu par Dieu, justifie tous les moyens, même les plus criminels. Hors de toute intention criminelle, il est facile de tomber dans la tentation de se mettre à la place de Dieu qui seul voit « l'ensemble du temps », comme disait le sage Quohélet (3,11) et seul peut donner sens aux objectifs disparates portés par les êtres humains. Autrement dit, c'est Dieu seul qui justifie, et non pas la cause économique, aussi légitime soit-elle.

Le discernement s'en inspire, qui consiste à passer son désir au filtre de l'échec envisagé : lorsque je considère que l'objectif économique poursuivi ne sera peut-être pas atteint, est-ce que je garde cependant le désir d'y travailler ?

C'est ce dont témoigne Jeanne d'Arc lors d'un des nombreux procès inten-

tés contre elle, celui de Poitiers : « Dieu hait-il les Anglais ? » - Réponse de la pucelle : « Dieu fera ce qu'il veut des Anglais. » - « Pense-t-elle qu'avec ses armées, elle va mettre les Anglais hors de France ? » - Réponse : « Les armées combattront, mais Dieu seul donne la victoire. » Cette réponse admirable la conduisait à respecter les ennemis dont les buts, opposés aux siens, étaient d'ailleurs légitimes au regard d'une bonne analyse politique.

Cette attitude fut celle d'Ignace de Loyola dans la célèbre affaire du chapeau de cardinal que l'empereur Charles Quint avait demandé au pape Jules III pour François de Borgia. Loyola penchait en faveur du refus : « J'ai pensé et je pense encore que ce fut la volonté de Dieu que j'adopte cette position, et d'autres une position contraire en vous conférant cette dignité, sans qu'il y ait la moindre contradiction (sic !) », écrit Ignace à Borgia, le 5 juin 1552. Les deux options - chapeau ou pas chapeau -, également légitimes, manquent de cohérence, bien que les deux soient inspirées par Dieu, aux dires de Loyola. De telles incohérences également inspirées, on peut en trouver des traces dans les Evangiles, touchant notamment l'usage de l'argent, la gestion des biens et les relations économiques.

Dieu peut inspirer à Abraham de s'enrichir pour former une grande nation : « Je te bénirai, je ferai de toi un grand peuple » (Gn 12,3), tout en formulant par la bouche de Jésus la bénédiction de la pauvreté inspirée (Mt 5,3). Ce n'est donc pas la situation de richesse ou de pauvreté qui justifie, pas davantage les objectifs économiques annoncés.

S'il est vain de chercher dans l'Ecriture des objectifs économiques indemnes d'ambiguïté, pourquoi alors lire l'Ecriture ? Réponse : pour se forger une conscience personnelle.

Pour ne pas s'empêtrer dans les incohérences économiques, une lecture féconde des Evangiles refusera d'y chercher les réponses à des questions d'organisation de la société : « Qui m'a établi pour être votre juge ou régler vos partages ? » (Lc 12,14), répond Jésus à qui lui demande de régler une question d'héritage.

Le don du salut

En revanche, une lecture honnête cherchera, derrière les incohérentes allusions à l'argent et aux relations économiques, une posture qui ne vise que le salut offert par Dieu. Le prêt à intérêt, le sabbat de la terre, de la dette et des esclaves, Cana, le semeur, les lys des champs, la multiplication des pains s'interprètent aisément hors de la grille économique. Restent quelques détails qui agacent les économistes.

Au moment crucial des Evangiles (la trahison de Juda) se déplace une somme d'argent : trente deniers. Ce chiffre pointe non pas vers l'économie, mais vers le statut de Jésus esclave : trente deniers était en effet la somme forfaitaire attribuée par la loi au maître d'un esclave en cas d'accident ou de meurtre causé par autrui. Jésus, esclave de Juda... tout un programme.

Pourquoi Jésus demande-t-il de vendre ses biens avant de les donner en aumône (Lc 12,33) ? Derrière ce commerce préalable au don, se cache non pas simplement l'économie monétarisée de la civilisation urbaine du monde romain au temps de Jésus, mais la dignité du pauvre. Donner en nature avant de vendre, ce serait préjuger des besoins du pauvre, sans lui permettre de choisir la priorité de ses propres besoins. En revanche, donner en argent, c'est prendre le risque de la liberté d'au-

trui : il pourra acheter du vin avec mon argent plutôt que de se nourrir convenablement... Cette mise, risquée sur la liberté d'autrui, est certes conditionnée par les contraintes économiques du moment et l'état du marché ; elle n'en respecte pas moins l'autonomie du quémandeur.

Pourquoi, aux termes de l'Evangile de Matthieu (25,28), faut-il enlever son unique talent au mauvais serviteur de la parabole pour le donner à celui qui en a déjà dix ? Non pas pour servir de critère de distribution. Pas même pour formuler une loi économique célèbre, largement admise par la plupart des économistes et connue sous le nom de *Loi Matthieu* : « A tout homme qui a, l'on donnera, et il aura du surplus ; mais à celui qui n'a pas, on enlèvera même ce qu'il a » (Mt 25,29).

Cette accumulation des talents dans la main du plus riche reflète tout simplement l'expérience du salut. La connaissance expérimentale de Dieu a ceci de commun avec l'accumulation de l'argent. « Qui aime l'argent n'a pas assez d'argent, qui aime l'aisance n'a pas de revenu », dit l'Ecclésiaste (Qo 5,9). Dans sa sagesse, Quohélet estime que l'accumulation d'argent est vanité ; ce qui n'est pas le cas de la connaissance de Dieu.

L'expérience de saint Augustin en témoigne, à côté de beaucoup d'autres : « Tu ne me chercherais pas si tu ne m'avais pas déjà trouvé. » Comme pour toute passion, celle de la connaissance grandit avec la découverte.

Pourquoi le Maître fait-il l'éloge de l'intendant malhonnête qui avait accordé des rabais indus aux clients de son patron, à seul fin de se faire accueillir lorsque le temps serait venu (Lc 16,8) ? Non pas pour justifier la malhonnêteté dans les affaires économiques, selon l'adage bien connu : « En économie,

trompe qui peut ! », mais tout simplement pour signifier le déplacement opéré par le Nouveau Testament. D'un Dieu suspicieux, qui voit, contrôle et demande des comptes, on s'ouvre vers ce qui en est l'authentique image en Jésus : le visage des frères accueillant le pécheur qui a dilapidé les biens de son Maître.

César et Dieu

Finalement, l'injonction qui clôt l'épisode de l'impôt dû à César pourrait servir de garde-fou au lecteur tenté de trouver dans les Evangiles des réponses à ses problèmes économiques ou des justifications à ses options personnelles. « Rendez à César ce qui est à César et à Dieu ce qui est à Dieu » (Mc 12,17). Cette injonction prend très au sérieux César et sa puissance économique, sans le couler dans une tradition religieuse. Ce qui évite l'illusion où s'enferment les pharisiens et les hérوديens qui veulent mettre Jésus à l'épreuve en croyant pouvoir s'isoler dans une religion qui n'aurait aucun besoin économique extérieur : eux-mêmes sont pris en flagrant délit d'utiliser la monnaie de l'occupant romain !

Les incohérences économiques de l'Ecriture signalent la futilité d'un tel programme qui prétendrait honorer dans le même mouvement Dieu et l'argent, en tirant des textes sacrés les règles d'une bonne économie. Ignorer ces incohérences, c'est s'empêcher de rendre à César ce qui lui revient - répondre aux besoins économiques - et, du même coup, c'est s'interdire de rendre à Dieu ce qui lui appartient : la louange, le respect et le service, qui inspirent la juste pratique.

E. P.